

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# Israël dans une impasse stratégique

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 2 NOVEMBRE 2011

ENGLISH



## La tendance générale

### Israël dans une impasse stratégique

Le rapport stratégique publié par le Centre de recherche sur la sécurité nationale de l'Université de Tel-Aviv [document téléchargeable au bas de cette page] a suscité un grand intérêt en raison de ses conclusions qui estiment que l'avenir de l'État hébreu est en danger.

Il est clair que cette étude s'articule autour des défis auxquels est confronté Israël depuis qu'il a perdu sa force de frappe dissuasive après ses défaites et ses revers face aux Résistances libanaise et palestinienne.

Le rapport montre que la poursuite de l'ascension de l'Iran en tant que force régionale indépendante est la principale source de la crainte stratégique vécue par l'État hébreu. Les conclusions soulignent que les États-Unis et les Européens, qui n'ont pas réussi à stopper le programme nucléaire iranien, commencent à se familiariser avec l'idée de devoir traiter avec un Iran nucléaire.

Téhéran a non seulement poursuivi le développement de ses capacités technologiques et de ses méthodes d'enrichissement d'Uranium, mais a aussi pu contourner les sanctions imposées contre lui par les Occidentaux.

Le rapport laisse transparaître une grande confusion au niveau du leadership israélien. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense Ehud Barack semble enclins à ne pas exclure des frappes aériennes contre les installations nucléaires iraniennes. Ces attaques auraient lieu après le retrait états-unien d'Irak, probablement en début d'année prochaine. Mais d'autres milieux politiques et militaires israéliens mettent en garde contre une telle option car non seulement il sera difficile, voire impossible, de détruire le programme nucléaire iranien dispersé sur l'ensemble du territoire, mais aussi parce que nul ne connaît quelle serait la réaction de Téhéran et l'ampleur de sa riposte.

Autres sources d'inquiétude pour Israël, la montée en puissance des mouvements de résistance (Hezbollah, Hamas etc) et l'échec du plan qui consistait à renverser le régime syrien ou à le mener à accepter des concessions majeures sur ses choix politiques régionaux concernant le conflit israélo-arabe.

Sur le plan palestinien, le danger de voir surgir de réalités ingérables pour l'État hébreu est sérieux. L'émergence d'une nouvelle génération de militants déterminées et efficaces, ainsi que les changements stratégiques qui ont lieu en Égypte, pourraient accélérer l'apparition des conditions nécessaires au déclenchement d'une troisième Intifada.

Une conviction sur l'impossibilité de relever tous ces défis et d'en sortir vainqueur commence à faire son chemin en Israël. Pour la première fois depuis sa fondation, l'État hébreu est conscient que les équations ont changé et que sa force militaire n'est plus en mesure de lui assurer la sécurité inviolable et absolue.

## La tendance en Syrie

**Une opposition divisée et faible, au service d'agendas extérieurs**

Les réalités sur le terrain en Syrie montrent que les oppositions

sont non seulement incapables de constituer une alternative au pouvoir actuel, mais qu'elles défendent des agendas répondant aux intérêts de puissances régionales et internationales et non pas à ceux du peuple syrien.

Les modestes rassemblements du vendredi 28 octobre, à l'appel de l'opposition, font pâle figure devant les millions de personnes (les agences de presse occidentales ont avancé le chiffre de centaines de milliers) descendues dans les rues de Damas, Alep, Hassaka, Soueïda et Lattaquié, pour exprimer leur soutien au programme de réforme du président Bachar al-Assad et leur rejet total de toute ingérence étrangère dans les affaires de la Syrie. Ces manifestations monstres, organisées huit mois après le début des troubles, prouvent que le président conserve une très grande popularité en dépit des campagnes médiatiques impitoyables dont il est victime dans le but de ternir son image auprès de son peuple. De plus, le nom donné par l'opposition à la mobilisation du 28 octobre est très éloquent : « *le vendredi de la zone d'exclusion aérienne* ». Un appel on ne peut plus clair à une intervention occidentale —de type libyen— contre le pays. Lorsqu'on lit la presse du Golfe, on comprend que l'action de l'opposition syrienne s'inscrit parfaitement dans le cadre de stratégies régionales qui n'ont rien à voir avec les réformes et la démocratisation de la Syrie. Le quotidien koweïtien *Al-Qabas* écrit que la Ligue arabe a averti qu'une intervention internationale serait inévitable si sa médiation visant à arrêter la violence échouait. Citant des sources arabes bien informées, *Al-Qabas* affirme : « *Si une solution arabe échouait, la Syrie devrait s'attendre à une intervention étrangère et à un embargo économique.* »

Face à ces menaces, le président Assad a rappelé que la Syrie est un élément central dans la région. « *Il existe une ligne de faille et si vous jouez avec la Terre vous risquez de provoquer un séisme. Voulez-vous connaître un nouvel Afghanistan ou même des dizaines d'Afghanistan ? La Syrie n'hésitera pas à embraser toute la région. Si l'idée est de diviser la Syrie, cela reviendra à diviser toute la région* », a-t-il dit dans une interview accordée au *Sunday Telegraph* britannique (Voir ci-dessous).

Pour alimenter la machine infernale médiatique, les oppositions syriennes et leurs mentors étrangers ont eu une nouvelle fois

recours au mensonge. Un amalgame a été fait en affirmant que les extrémistes armés tués lors d'attaques contre l'Armée sont des manifestants tombés sous les balles des forces de l'ordre. Pourtant, aucun manifestant pacifique n'a été tué le 28 octobre et tous ceux qui sont morts participaient à des attaques ou des embuscades contre les troupes régulières.

Pendant ce temps, de profondes divisions continuent d'apparaître dans les rangs du Conseil national syrien d'Istanbul (CNS), créé à l'initiative des services de renseignements turcs et états-unis. Les Kurdes membres de ce rassemblement ont publié un communiqué dénonçant les déclarations de responsables de ce Conseil qualifiant le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'organisation « *terroriste* ». Ensuite, une lutte de pouvoir oppose le président du CNS, Burhan Ghalioun, et l'opposant Haitham el-Maleh, chacun d'eux souhaitant être le chef. Les différends sont tellement graves que les Turcs et les Qataris sont intervenus avec vigueur pour empêcher qu'ils ne dégénèrent en rupture totale.

Enfin, le dénommé Mohammad Rahhal, chef autoproclamé des « *Comités de coordination de la révolution* », a reconnu que quatre groupes armés relevant de l'opposition sont actifs sur le terrain en Syrie. Il a avoué que des hommes armés se glissent parmi les manifestants depuis le début des troubles en mars, ce qui conforte la thèse du gouvernement syrien qui affirme que des hommes armés infiltrent les manifestations pacifiques et tirent sur les forces de l'ordre pour provoquer des ripostes et faire couler le sang.

D'autre part, les opposants de l'extérieur ont violemment critiqué l'opposant Michel Kilo pour avoir écrit un article appelant ses collègues à réfléchir à la possibilité de participer à un dialogue avec le gouvernement dans le but de mettre en œuvre les réformes et sortir le pays de l'impasse.

La crise syrienne semble désormais gouvernée par le principe du dernier quart d'heure. L'opposition téléguidée de l'extérieur se dirige à grand pas vers le terrorisme et le sectarisme, avec la multiplication des enlèvements et des liquidations à caractère confessionnel, notamment dans la région de Homs. Alors que la majorité du peuple soutient le président et l'armée, Une armée engagée depuis trois jours dans une vaste opération à Homs pour débarrasser la région de la terreur exercée par des extrémistes

islamistes, armés et financées par la Turquie et le Qatar, pour le compte des États-Unis et d'Israël.

## Déclarations et prises de positions

**Bachar al-Assad**, Président de la République arabe syrienne  
Extraits d'une interview accordée au quotidien britannique *Sunday Telegraph* ([texte anglais original disponible sur Voltaire Network](#)).

« *La Syrie est complètement différente de l'Égypte, de la Tunisie ou du Yémen. L'histoire est différente et la politique est différente. Les pays occidentaux vont faire monter la pression mais la Syrie est un élément central désormais dans la région. Il existe une ligne de faille et si vous jouez avec la Terre vous risquez de provoquer un séisme. Voulez-vous connaître un nouvel Afghanistan ou même des dizaines d'Afghanistan ? La Syrie n'hésitera pas à embraser toute la région. Si l'idée est de diviser la Syrie, cela reviendra à diviser toute la région. Le gouvernement a commis de nombreuses erreurs au début de l'insurrection mais désormais la situation est en voie d'amélioration. Six jours après le début des manifestations, j'ai entamé des réformes. Lorsque nous avons commencé à annoncer des réformes, les problèmes ont commencé à décroître. La vague a commencé à refluer. Les gens ont commencé à soutenir le gouvernement. Le rythme des réformes n'est pas trop lent. Envisager l'avenir exige de la réflexion. Il ne faut pas plus de 15 secondes pour signer une loi, mais si celle-ci ne convient pas à notre société, on ne fait qu'ajouter aux divisions. Nous combattons les Frères musulmans depuis les années 50 et nous continuons d'être en lutte. »*

**Hassan Nasrallah**, secrétaire général du Hezbollah

« *Le Hezbollah est catégoriquement opposé au financement du tribunal [spécial pour le Liban], à cause de ses lacunes, de son comportement et de ses objectifs. Si quelqu'un veut payer de sa poche, il sera bienvenu, mais s'il faut que le Trésor soit sollicité, il appartiendra au Conseil des ministres et au Parlement de se prononcer. En Conseil des ministres, nous expliquerons les motifs de notre opposition. D'autres aussi ont beaucoup de choses à dire.*

*L'important est de parvenir à une unanimité, à travers ce débat et le dialogue bilatéral en dehors du Conseil des ministres. La décision de soumettre la question au vote appartient au chef du gouvernement. Il n'est pas question de livrer au TSL les quatre accusés dans l'affaire de l'assassinat de l'ancien Premier ministre, Rafic Hariri. De toute façon, le verdict est connu d'avance. Nous avons de bonnes relations avec M. Mikati, ainsi qu'avec tous nos alliés. Nous ne regrettons pas d'avoir soutenu l'élection du général Michel Sleiman à la tête de l'État. Nos alliés ont tous fait montre de solidarité et de loyauté. Avec le CPL du général Michel Aoun, nos relations ont une dimension stratégique.*

*Le Courant du Futur agit avec unilatéralisme au sein de sa communauté. C'est parce qu'il rejette toute diversité qu'il a accusé le Hezbollah d'armer ses partisans au Liban-Nord. Le patriarche maronite Béchara Raï a été injustement attaqué à cause de ses prises de positions. Il ne faut interpréter les propos du patriarche mais les placer dans leur contexte précis. Au niveau régional, les manifestations populaires en Tunisie, au Yémen, en Égypte, en Libye et à Bahreïn sont spontanées, parce que leurs régimes respectifs étaient soumis aux États-Unis, contrairement à la Syrie. Washington veut exploiter ces révolutions au service de ses objectifs : redorer son image face aux peuples arabes et États-Unis, essayer de trouver des régimes complices de substitut. Je rejette le principe de l'alliance des minorités. Le véritable danger qui menace le Moyen-Orient provient d'Israël, des États-Unis qui cherchent à établir un nouvel ordre régional qui prévoit une division de la région sur une base technique et confessionnelle, ainsi que de courants salafistes. Pour la Syrie, son cas diffère substantiellement des autres États arabes secoués par des mouvements de contestation populaire, parce que son régime est fondé sur la lutte contre Israël, parce que sa volonté de réaliser des réformes est sérieuse, parce qu'il s'oppose farouchement aux projets États-Unis pour la région et parce qu'il soutient la Résistance au Liban et en Irak. Par voie de conséquence, nous ne pouvons que le soutenir. En Syrie, ce ne sont pas la démocratie et les réformes qui sont escomptées, mais la chute du régime qui se pose en obstacle devant les projets États-Unis et israéliens. La majorité du peuple syrien est favorable au régime. Je fonde mon*

*point de vue sur les manifestations importantes organisées dans les deux plus grandes villes syriennes, Damas et Alep, en faveur du régime. Les médias gonflent les nouvelles sur la révolte syrienne. Je démens catégoriquement les informations relatives à l'envoi de combattants du Hezbollah pour aider le régime en Syrie à réprimer les manifestations. »*

## Revue de presse

**As Safir** (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 28 octobre 2011)

Sateh Nouredine

Des signaux indiquant que le ton monte entre Israël et le Hezbollah, preuve que les deux parties se comportent comme si la guerre était inéluctable, voire imminente. En tout cas, le Hezbollah se prépare à la guerre comme si elle était pour demain. Toutefois, il serait réducteur de voir dans la défense du régime syrien par le secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, la preuve que le parti compte embraser le front du Liban-Sud dès qu'il aura le sentiment que tout ne se passe pas pour le mieux à Damas. Il n'en reste pas moins que les interrogations au sujet de la guerre sont légitimes : dire qu'Israël et le Hezbollah tentent d'éviter la guerre en se concentrant sur son coût exorbitant, ne suffit plus pour considérer qu'une telle option est exclue. D'autant plus que la période actuelle est celle des choix décisifs, voire suicidaires, pour tout le monde.

**As Safir** (27 octobre 2011)

Ghaseb Al-Moukhtar

Il y a des tentatives d'intimidation du Premier ministre Najib Mikati pour l'obliger à prendre certaines décisions. Ces tentatives évoquent, selon des sources ministérielles, la menace d'Al-Qaida, le risque pour le Liban de subir des sanctions internationales s'il ne finance pas le TSL, les allégations sur le rapt de ressortissants syriens par l'ambassade de Syrie, et la possibilité d'un retrait du contingent français de la Finul. L'objectif consiste, selon les mêmes sources, à faire en sorte que le Liban rejoigne le cercle des pays

arabes et occidentaux qui mettent la pression sur la Résistance et la Syrie. Toutefois, ces sources assurent que les présidents de la République et du Conseil des ministres, Michel Sleiman et Najib Mikati, n'ont pas entendu de mises en garde contre d'éventuelles sanctions lors de leurs entretiens aux Nations unies. Plus encore, les deux émissaires états-uniens qui ont visité le Liban dernièrement n'ont pas non plus mis en garde contre de telles sanctions. Ils se sont plutôt contentés de rappeler au Liban ses engagements vis-à-vis du TSL, sans brandir de menaces particulières.

**As Safir** (27 octobre 2011)

Nabil Haitham

Les visites d'une délégation parlementaire du Hezbollah en Russie et en Chine constituent un exploit politique pour le parti dans la mesure où elles éliminent les barrières dressées sur son chemin depuis sa création, et font échec aux tentatives américaines et occidentales inlassables de le ligoter et de l'étouffer en l'accusant de terrorisme. L'ouverture sino-russe envers le Hezbollah reflète une grande décision prise par ces deux grandes puissances qui ont choisi d'outrepasser toutes les réserves et restrictions américaines concernant ce parti. À tel point qu'un diplomate chevronné parle de soulèvement politique par ces deux pays contre le camp états-unien et occidental, étant donné que la Russie et la Chine ont décidé de braver les interdits américains. Le timing de cette ouverture coïncide avec la crise syrienne et le début du procès au sein du TSL.

**An Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars, édition du 28 octobre 2011)

Sabine Oueiss

Les dernières déclarations du secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, au sujet du TSL, rendent difficile pour le président du Conseil des ministres Najib Mikati de concrétiser son engagement public vis-à-vis du financement du tribunal. Mais en même temps, selon des proches du Premier ministre, ces déclarations lui rendent justice dans la mesure où Hassan Nasrallah a annoncé qu'il n'y avait aucune entente tacite ou engagement préalable fait par Mikati au Hezbollah au sujet du tribunal. Une

impression confirmée par le froid qui caractérise la relation entre les deux parties. Quoi qu'il en soit, l'entourage de Premier ministre porte un regard positif sur les déclarations de Nasrallah concernant le financement du TSL : le secrétaire général du Hezbollah n'a pas fermé la porte au financement, et n'y a pas non plus opposé son veto. Il a plutôt considéré que c'est le Conseil des ministres qui doit être la référence en la matière.

Pour sa part, M. Mikati assure à ses visiteurs qu'il n'épargnera aucun effort pour parvenir à une entente sur la question du TSL. Les efforts du Premier ministre se concentrent sur la nécessité d'éviter au Liban une traduction concrète des pressions américaines et européennes : il avait entendu, lors de sa visite à New York, de sérieuses mises en garde contre des sanctions économiques, financières et militaires. Les mêmes sources assurent que Mikati n'hésitera pas à démissionner si ses efforts se soldent par un échec, contrairement à toutes les prédictions selon lesquelles il ne prendra jamais une telle décision. Sa démission sera, dans ce sens, un dernier recours si ses partenaires au sein du pouvoir ne préservent pas l'intérêt suprême du pays.

**An Nahar** (27 octobre 2011)

Ali Hamadé

Le Premier ministre Najib Mikati tergiverse sur la question du financement du TSL. Il s'engage auprès des Américains et des Français à assurer le financement, alors que le secrétaire général du Hezbollah annonce son refus total de cette question. Des sources proches de Mikati assurent qu'il ne démissionnera pas si le financement du TSL ne passe pas. Il cherche en réalité à gagner du temps, en attendant que le tableau se décante en Syrie. Il croit constater une approche occidentale différente à son égard, qui serait fondée sur l'idée que le maintien de Mikati à son poste dans cette période transitoire est la meilleure option pour maintenir un minimum d'apaisement politique dans le pays. Mikati sait que le Liban n'est pas une priorité internationale aujourd'hui, contrairement à la Syrie. L'atermoiement avec tous les partenaires est donc la meilleure solution.

**An Nahar** (25 octobre)

Paris, Samir Tuéni

Des sources diplomatiques occidentales craignent une montée des tensions au Liban suite à une dégradation sécuritaire en Syrie. Les sources indiquent par ailleurs que de nombreux éléments intégristes se sont infiltrés au Liban-Sud, notamment dans les camps de réfugiés palestiniens. Cette infiltration intégriste est comparable à celle qui a eu lieu pendant les affrontements de Nahr el-Bared entre l'Armée libanaise et le groupe Fateh el-Islam. Des sources sécuritaires libanaises reconnaissent que la situation sécuritaire à l'intérieur des camps n'est pas contrôlée, ce qui pourrait affecter la sécurité intérieure au Liban, à la lumière des divisions politiques aigues dans le pays. Les sources diplomatiques craignent une augmentation du risque d'agressions contre la Finul par des groupes terroristes.

**Al Akhbar** (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 28 octobre 2011)

Kassem Kassem

Lors de sa dernière visite au Liban, le président palestinien Mahmoud Abbas a assuré que si l'État libanais décide de retirer les armes des camps, le mouvement Fateh et toutes les factions palestiniennes se conformeront à cette décision. Toutefois, les propos d'Abbas, qui a dit s'exprimer au nom de tous les Palestiniens, n'engagent pas toutes les factions de la coalition des forces palestiniennes, qui ne sont pas tenues par les décisions de l'OLP. Une problématique qui soulève de nombreuses questions dont la suivante : Comment serait-ce possible d'organiser les armes aux mains des factions palestiniennes islamiques ? Si la question se pose, c'est parce qu'une partie du mouvement Fateh s'est faite le porte-étendard de l'organisation des armes à l'intérieur des camps. Le sujet a commencé à être évoqué avec la visite à Beyrouth du directeur des renseignements généraux palestiniens en Cisjordanie, le général Majed Faraj, il y a près de trois semaines. Officiellement, la délégation est venue participer à la surveillance des élections de Fateh. Toutefois, des responsables de Fateh assurent que cette visite avait pour principal objectif d'organiser les armes dans les camps conformément à ce dont Abbas avait convenu avec les responsables libanais. On entend également parler d'une fusion entre les différentes ailes militaires

du mouvement Fateh et de l'OLP au sein d'une même formation militaire chargée du maintien de la sécurité dans les camps. Une formation qui devrait comporter une police de la route, une instance de lutte anti-drogue, et des forces spéciales anti-terroristes.

**Al Akhbar** (27 octobre 2011)

Nicolas Nassif

Le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a rencontré le président syrien Bachar al-Assad il y a dix jours. Le chef du Hezbollah et le président syrien ont des points de vue différents sur le financement du TSL : Assad ne s'oppose pas au versement de la contribution libanaise, tandis que pour Nasrallah, le refus du financement est une question de principe. Assad a finalement affirmé que c'est une affaire libanaise interne et qu'il revient au Hezbollah et à ses alliés de voir quelle décision leur convient le mieux et préserve leurs intérêts.

Les centristes, notamment Michel Sleiman, Najib Mikati et Walid Joublatt, espèrent encore que Nasrallah changera d'avis. Ils comptent notamment sur une médiation de Nabih Berry pour dissuader le leader du Hezbollah. Cependant, M. Berry ne peut être considéré comme un médiateur neutre, puisqu'il soutient farouchement le Hezbollah. Hassan Nasrallah n'a pas l'habitude de tergiverser et personne ne s'attend à ce qu'il se livre à des attermolements pour ouvrir la voie à un compromis politique sur le TSL. Son refus du financement du Tribunal est une position définitive et irrévocable.

**Al Akhbar** (26 octobre 2011)

Ibrahim Al-Amine

Le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a écarté la possibilité d'une guerre israélienne à court terme. Devant des cadres militaires du parti, il a exprimé son point de vue. Selon lui, l'influence états-unienne aux niveaux officiel et populaire dans le monde arabe a énormément régressé. Après les révolutions arabes, on ne peut pas s'attendre à ce que les peuples arabes restent les bras croisés face à une éventuelle guerre israélienne, ou qu'ils acceptent les manœuvres US politiques, sécuritaires ou diplomatiques pour soutenir Israël dans sa guerre.

Par ailleurs, une guerre israélienne irait à l'encontre des calculs des États-Unis et des Européens, qui ne se sont pas encore remis de l'échec de leurs projets moyen-orientaux. Une guerre israélienne menacerait les intérêts US et européens restants dans la région, et risque d'ébranler les régimes alliés de l'Occident qui sont encore en place.

De plus, les calculs sur le terrain ne laissent pas présager une victoire israélienne. La façon dont la Résistance, l'Iran et la Syrie se préparent permet d'infliger une défaite cuisante à l'armée israélienne. Israël n'est pas prêt aujourd'hui pour le lancement d'une guerre rapide et décisive, aux résultats garantis, d'autant plus qu'il n'a rien pu réaliser au niveau des renseignements et qu'il ignore tout des préparatifs de son adversaire.

Si Israël est incapable de lancer une guerre pendant les six prochains mois, cela veut dire que les Arabes peuvent désormais se préparer pour triompher d'un ennemi qui a perdu sa capacité d'initiative et de dissuasion.

**Al Joumhouriya** (Quotidien proche du 14-Mars, édition du 27 octobre)

Au moment même du coup d'envoi de la prochaine guerre contre Israël, la Résistance tirera 10 000 roquettes sur les aéroports et d'autres infrastructures israéliennes. 727 combattants ont reçu en Iran une formation portant sur les nouvelles méthodes des opérations de commandos. Les préparatifs militaires sont ininterrompus. Des unités de la Résistance attendent un signal pour occuper la Galilée, comme l'a promis le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah.

**Gulf News** (Quotidien anglophone émirati, 24 octobre 2011)

Rami Maalouf

Les soulèvements en Syrie, en Égypte et ailleurs ont plongé la région dans l'incertitude. Aux Libanais, habitués à l'ingérence des frères arabes dans leurs affaires politiques, les troubles extérieurs leur offrent un répit bienvenu. En fait, le printemps arabe donne au Liban une occasion en or de s'émanciper. Est-ce que les politiciens libanais vont-ils saisir cette opportunité ? À voir. Le gouvernement libanais actuel, dirigé par le puissant Hezbollah et le plus grand bloc chrétien au Parlement, réunit les contraires. C'est une bonne

et une mauvaise chose.

Bonne parce que seul un gouvernement fort qui réussit à faire le grand écart serait capable de conduire le Liban vers l'autonomie. Mauvaise parce que quelque soient ses aspects positifs, le Hezbollah reste une organisation paramilitaire étroitement lié à la Syrie et à l'Iran.

Au Liban, prétendument républicain depuis son indépendance, les élections ont toujours permis l'alternance. Mais en réalité, la démocratie libanaise est une peau perpétuellement écorché la faiblesse de ses institutions, la profondeur de ses divisions communautaires et l'ingérence étrangère.

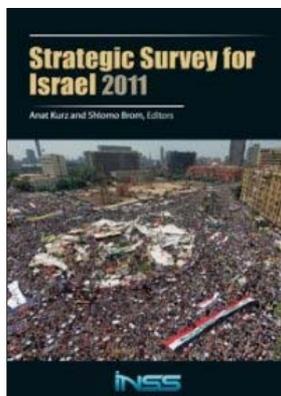
Si le Hezbollah passe de l'idéologie à l'intérêt général, et investit, de concert avec ses alliés, dans la construction d'un État, le Liban peut encore profiter du printemps arabe.

*Pierre Khalaf*

Source

[New Orient News \(Liban\)](#)

## Documents joints



« **Strategic Survey for Israel 2011** », Kurz, Anat and Brom, Shlomo, eds., Institute for National Security Studies (Tel Aviv), 2011  
(PDF - 1.3 Mo)

---

Source : « Israël dans une impasse stratégique », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 2 novembre 2011, [www.voltairenet.org/a171798](http://www.voltairenet.org/a171798)